

CLAIMS RESOLUTION TRIBUNAL

[Seule la version originale en langue anglaise fait foi]

dans le cadre du *Holocaust Victim Assets Litigation*
Affaire Numéro CV96-4849

Décision d'attribution certifiée

en faveur de la requérante [SUPPRIMÉ1],
agissant également en qualité de représentante d' [SUPPRIMÉ],
en faveur du requérant [SUPPRIMÉ2],
en faveur du requérant [SUPPRIMÉ3],
et en faveur de la requérante [SUPPRIMÉ4]

concernant le compte bancaire de Léon I. Ergas

Numéros des requêtes: 207979/MBC, 210460/MBC, 215671/MBC, 300031/MBC

Montant de la décision d'attribution : 222,000.00 francs suisses

La présente décision d'attribution certifiée est basée sur les requêtes déposées par [SUPPRIMÉ1] (ci-après : « la requérante [SUPPRIMÉ1]»), par [SUPPRIMÉ2] (ci-après : « le requérant [SUPPRIMÉ2] »), par [SUPPRIMÉ3] (ci-après : « le requérant [SUPPRIMÉ3]») et par [SUPPRIMÉ4] (ci-après : « la requérante [SUPPRIMÉ4]») (ci-après, ensemble : « les requérants ») concernant le compte de Léon I. Ergas (ci-après : « le titulaire du compte ») auprès de la succursale de Liebfeld de la banque [SUPPRIMÉ] (ci-après : « la Banque »).

Toutes les décisions sont publiées. Toutefois, lorsque – comme en l'espèce – le requérant demande que sa requête soit traitée de manière confidentielle, les noms du requérant, de tout parent du requérant autre que le titulaire du compte, ainsi que celui de la banque, demeurent confidentiels.

Informations fournies par les requérants

Les requérants ont soumis des formulaires de requête dans lesquels ils identifient le titulaire du compte comme étant leur père, Léon Isaac Ergas, né le 4 mai 1902 à Thessalonique, Grèce, ayant épousé [SUPPRIMÉ], née [SUPPRIMÉ], le 5 novembre 1937 à Marseille, France. Les requérants indiquent que leur père était un agent de bourse, résidant au 15 avenue du Président Wilson à Paris, France, entre 1936 et 1939, et au 14 rue de Longchamps en 1939. Les requérants indiquent que leur père se rendait en voyages d'affaires en Suisse et possédait la nationalité française et grecque. Les requérants indiquent également que leur famille possédait un compte en banque suisse sous le nom d'une compagnie appelée [SUPPRIMÉ]. Le requérant [SUPPRIMÉ3]

déclare qu'à la fin de 1939, lorsqu'il était âgé de neuf mois, son père, qui était juif, avait quitté Paris et était arrivé à Lisbonne, Portugal, pour échapper à la possibilité d'être persécuté par les Nazis si la France était envahie. Son père est resté au Portugal jusqu'en 1942, lorsqu'il est parti pour Buenos Aires, Argentine, et en 1944 il est arrivé à Montevideo, Uruguay, où il est mort le 5 novembre 1947. À l'appui de leur requête, les requérants ont soumis plusieurs documents, notamment leurs actes de naissance, l'acte de mariage de leurs parents et un document portant la signature de leur père. Les requérants déclarent que le requérant [SUPPRIMÉ3] est né le 26 février 1939 à Neuilly-sur-Seine, France ; la requérante [SUPPRIMÉ1] est née le 27 juillet 1940 à Lisbonne; le requérant [SUPPRIMÉ2] est né le 17 octobre 1943 à Buenos Aires; la requérante [SUPPRIMÉ4] est née le 17 juillet 1947 à Montevideo. Les requérants déclarent qu'ils ont une autre sœur, [SUPPRIMÉ], qui n'a pas soumis de requête et qui n'est par représentée par aucun d'eux. La requérante [SUPPRIMÉ1] représente [SUPPRIMÉ], le mari de sa sœur [SUPPRIMÉ], décédée en 1995.

Informations contenues dans les documents bancaires

Les documents bancaires consistent en une lettre du titulaire du compte à la Banque, en date du 17 juin 1937, et des extraits imprimés de la banque de données de la Banque. Il ressort de la lettre que le titulaire du compte était Léon I. Ergas, résidant au 15 avenue du Président Wilson, à Paris, France. Il ressort également de la lettre, que le titulaire du compte était en possession d'un dépôt de titres, numéro 115618, où il avait déposé 37 actions, à 500.00 francs suisses chacune, du *Groupement de Gérance SA (Grogersa)*, site au 6 Münzgraben 6, Berne, Suisse.

Les documents bancaires ne précisent pas à quelle date le compte a été fermé, ni le solde du compte le jour de sa clôture, ni à qui les avoirs ont été versés. Les réviseurs qui ont mené leur investigation dans cette banque pour identifier les comptes de victimes de persécutions nazies sur les instructions du Comité Indépendant de Personnalités Éminentes (« l'ICEP » ou « l'investigation de l'ICEP ») n'ont pas trouvé le compte en question dans le système des comptes ouverts de la banque et ont par conséquent présumé qu'il était fermé. Ces réviseurs ont indiqué n'avoir trouvé aucune preuve d'activité sur ce compte après 1945. Rien dans les documents bancaires ne semble indiquer que le titulaire du compte ou ses héritiers aient fermé le compte et en aient reçu les avoirs eux-mêmes.

Analyse effectuée par le CRT

Jonction des requêtes

Conformément à l'article 37(1) des Règles de Procédure pour le Règlement des Requêtes, telles qu'amendées, (ci-après : « les Règles »), les requêtes portant sur un même compte ou des comptes apparentés pourront être jointes en une seule procédure à l'appréciation du CRT. En l'espèce, le CRT estime opportun de joindre les quatre requêtes des requérants en une seule procédure.

Identification du titulaire du compte

Les requérants ont identifié le titulaire du compte de façon plausible. Le nom de leurs père et sa ville de résidence correspondent aux noms publiés du titulaire du compte et de sa ville de résidence. Les requérants ont identifié l'adresse de leur père comme étant le 15 avenue du Président Wilson, Paris, France, ce qui concorde avec l'information non publiée concernant le titulaire du compte qui figure dans les documents bancaires. Les requérants ont soumis un échantillon de la signature de leur père qui concorde avec l'échantillon gardé dans les documents bancaires. Le CRT note qu'il n'a pas reçu de requêtes supplémentaires revendiquant ce compte.

Le titulaire du compte en tant que victime de persécutions nazies

Les requérants ont démontré qu'il est plausible que le titulaire du compte ait été victime de persécutions nazies. Les requérants ont affirmé que le titulaire du compte était juif et qu'il avait quitté Paris pour arriver au Portugal et ensuite en Argentine dû à la possibilité de devenir la cible de persécutions nazies en tant que juif lors de la probable invasion nazie de la France.

Le lien de parenté entre les requérants et le titulaire du compte

Les requérants ont rendu vraisemblable qu'ils sont apparentés au titulaire du compte, en soumettant des documents, notamment leurs actes de naissance et l'acte de mariage de leurs parents, démontrant qu'ils sont ses enfants.

Présomptions relatives aux comptes fermés « par inconnu »

Compte tenu de l'application des présomptions (h) et (j), lesquelles figurent à l'article 28 (voir Annexe A) des Règles, le CRT conclut qu'il est plausible que ni le titulaire du compte ni ses héritiers n'aient reçu les avoirs du compte. Sur la base de sa jurisprudence et des Règles, le CRT applique des présomptions pour déterminer si le titulaire du compte ou ses héritiers ont reçu les avoirs de leurs comptes.

Fondement de la décision d'attribution

Le CRT a déterminé qu'une décision d'attribution peut être rendue en faveur des requérants. En premier lieu, leurs requêtes sont recevables conformément aux critères établis à l'article 18 des Règles. En second lieu, les requérants ont démontré de manière plausible que le titulaire du compte était leur père et ce lien de parenté justifie qu'une décision d'attribution soit rendue. Enfin, le CRT a déterminé qu'il est plausible que ni le titulaire du compte ni ses héritiers n'aient reçu les avoirs du compte revendiqué.

Montant de la décision d'attribution

Dans ce cas, le titulaire du compte était en possession d'un dépôt de titres. Il ressort des documents bancaires que dans ce compte se trouvaient 37 actions avec une valeur de 500 francs suisses chacune, ce qui produit un montant de 18,500.00 francs suisses en date du 17 juin 1937. Conformément à l'article 31(1) des Règles, la valeur actuelle du montant précité est obtenue en le multipliant par un facteur de 12, pour produire un montant total d'attribution de 222,000.00 francs suisses.

Répartition du montant de la décision d'attribution

En application de l'article 23 des Règles, la décision d'attribution répartira le montant du compte à parts égales, par représentation, entre les descendants du titulaire du compte ayant soumis une requête sur le compte. De même, lorsqu'un enfant du titulaire du compte est décédé et le conjoint de cet enfant a soumis une requête, alors qu'aucun des descendants de cet enfant n'a soumis de requête, ledit conjoint de l'enfant du titulaire du compte sera considéré comme enfant du titulaire du compte. Dans le cas en l'espèce, les requérants et la partie représentée [SUPPRIMÉ], le mari de la sœur défunte des requérants, ont le droit de se voir attribuer chacun un cinquième du montant total d'attribution.

Portée de la décision d'attribution

Le CRT informe les requérants que, conformément à l'article 20 des Règles, leurs requêtes feront l'objet de recherches additionnelles afin de déterminer s'il existe d'autres comptes bancaires auxquels ils auraient droit. De telles recherches porteront notamment sur la base de données de la totalité des comptes, laquelle comprend 4,1 millions de comptes bancaires suisses qui étaient ouverts entre 1933 et 1945.

Certification de la décision d'attribution

Le CRT recommande à la Cour d'approuver la présente décision d'attribution afin que les Représentants Spéciaux procèdent au paiement.

Claims Resolution Tribunal
Le 24 avril 2003